



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

pouvoir d'achat et transition énergétique

Question au Gouvernement n° 1406

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

M. le président. La parole est à M. Thierry Benoit, pour le groupe UDI, Agir et indépendants.

M. Thierry Benoit. Monsieur le Premier ministre, depuis un certain temps, nous sentons que la tension monte dans le pays. Une femme est décédée lors des rassemblements de samedi, ce qui place chacun d'entre nous face à ses responsabilités.

Certains habitants qui ont du mal à surmonter les difficultés du quotidien, se sentent stigmatisés – 80 kilomètres-heure, radars, carburant, chaudière au fioul, CSG. Ce sont des concitoyens qui travaillent, ou perçoivent de petites retraites. Ce sont des ouvriers, des artisans, des commerçants, des indépendants, des représentants. Ils ne font plus face. C'est leur reste pour vivre qui est en jeu. Les taxes, les charges, les tracasseries administratives sont compliquées à gérer. Pourtant, chacun d'entre eux comprend la trajectoire fiscale et écologique, ainsi que les enjeux de protection de la planète.

Monsieur le Premier ministre, où est la trajectoire humaine et sociale pour les Français ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UDI-Agir.)*

Avec mes collègues du groupe UDI, Agir et indépendants, je souscris à la proposition du pacte social de la conversion écologique, proposée par Laurent Berger. Il est grand temps de réhabiliter les corps intermédiaires dans notre pays. Que chaque Français, que chaque maire, que chaque député, que chaque syndicat, que chaque association, exerce une responsabilité dans notre pays.

Un beau projet humaniste et social doit rassembler le pays et permettre de construire les alternatives écologiques dans les domaines du transport et du logement grâce à des mesures simples, financées, fortes et comprises de tous. Voilà le défi que nous devons relever avec l'ensemble de nos concitoyens.

(Applaudissements sur les bancs du groupe UDI-Agir et sur quelques bancs du groupe MODEM. – M. Nicolas Forissier applaudit également.)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

M. Aurélien Pradié. Du vélo et des trottinettes !

M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. Monsieur le député, je salue le ton de votre question, empreinte de gravité, que nous partageons. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UDI-Agir.)* Depuis la semaine dernière, nous avons prévenu contre les risques que présentait cette manifestation spontanée et respectable, la mise en danger des manifestants mais aussi des automobilistes qui

les croiseraient. Nous avons le devoir de rappeler le respect du droit de manifester tout comme celui de circuler librement, mais également d'appeler à la sécurité.

Le ministre de l'intérieur s'est exprimé à plusieurs reprises, depuis samedi, pour appeler les uns et les autres à faire preuve d'esprit de responsabilité afin que la sécurité soit assurée sur nos routes.

J'en viens au fond de votre question. Depuis le début de ce quinquennat, nous tenons à accompagner socialement la trajectoire de la taxe carbone.

M. Aurélien Pradié. Ça ne se voit pas beaucoup !

M. François de Rugy, ministre d'État . Nous devons accompagner le changement par des moyens écologiques au service d'objectifs écologiques. Nous permettons ainsi aux Français de changer de voiture.

M. Marc Le Fur. Mais ils font comment concrètement, les Français ?

M. François de Rugy, ministre d'État . Les dernières mesures annoncées témoignent de l'effort particulier de solidarité que nous consentons en direction de nos compatriotes les plus en difficulté. *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

Les Français ne se retrouvent pas dans la même situation selon qu'ils habitent en ville, en banlieue, à la campagne, dans une commune péri-urbaine. L'usage de la voiture n'y est pas le même. L'élargissement du chèque énergie, mesure sur laquelle l'Assemblée aura bientôt à se prononcer, qui permettra à plus de deux millions supplémentaires de Français d'en profiter, avec une revalorisation de 50 euros en moyenne, constitue bien un effort solidaire d'accompagnement de la transition voulue. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

Données clés

Auteur : [M. Thierry Benoit](#)

Circonscription : Ille-et-Vilaine (6^e circonscription) - UDI, Agir et Indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1406

Rubrique : Impôts et taxes

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 novembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [21 novembre 2018](#)